

*Le budget*

somme toute refiler ses responsabilités à d'autres paliers de gouvernement.

Il y a un certain nombre de choses. Je pourrais parler de plusieurs choses dans ce budget, mais je voudrais consacrer certaines de mes observations à notre engagement national à l'égard du logement, ou si vous préférez, au manque d'importance accordé à cette question dans le budget. Les sans-abri n'avaient pas de quoi se réjouir après la présentation du budget. Il en allait de même des jeunes familles de travailleurs souhaitant acheter leur première maison et des jeunes familles monoparentales soucieuses de se loger à bon marché. Les intéressés ont été désillusionnés, car le gouvernement n'a pas su faire preuve de la vision et de la compassion nécessaires face à la crise du logement au Canada.

Toutes les fins de semaine, lorsque je retourne dans ma circonscription, mes électeurs me demandent pourquoi le coût d'une maison à London a augmenté de plus de 55 p. 100 depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en 1984. Ils veulent savoir pourquoi des millions de Canadiens n'ont pas les moyens d'acheter leur première maison. Je voudrais savoir ce que le ministre des Finances dit à ses électeurs d'Etobicoke, lorsqu'ils lui demandent pourquoi le prix des logements dans sa circonscription a augmenté de plus de 100 p. 100 depuis cinq ans, depuis l'arrivée au pouvoir de son parti.

Je me demande comment le ministre des Finances peut expliquer une telle augmentation, alors que le prix des maisons de sa circonscription n'avait augmenté que de 4 p. 100 durant les trois années ayant précédé sa nomination au portefeuille des Finances. Ces augmentations astronomiques du prix des maisons se produisent dans tout le Canada, de Vancouver à Montréal, et le problème ne se limite pas aux grands centres urbains.

Au Canada en général, le prix moyen d'une maison neuve devrait atteindre 151 900 \$ en 1990. Cela signifie que la famille canadienne moyenne aura besoin d'un revenu annuel de 65 000 \$ ou plus si elle veut réaliser le rêve de toute famille de posséder sa propre maison. Cependant, en 1988, le revenu familial moyen n'était que de 46 185 \$. Ainsi, les revenus et salaires familiaux devront augmenter de 40 p. 100 cette année si on veut que la famille canadienne moyenne puisse acheter la maison canadienne moyenne.

Ces chiffres font ressortir la gravité croissante de la crise du logement au Canada. De plus en plus de Canadiens n'auront plus les moyens d'acheter une maison. Les loyers augmentent toujours davantage et le coût du logement représente une partie de plus en plus grande du revenu disponible.

Or, plutôt que de s'attaquer au problème, le gouvernement fédéral ne fait qu'y ajouter. Plutôt que de présenter

des mesures qui encouragent la construction de logements à prix abordable, le gouvernement impose les nouveaux logements, surtout grâce à sa nouvelle taxe des pleurs et des souffrances, la taxe sur les produits et services. En outre, comme si cela ne suffisait pas, dans ce budget, le gouvernement réduit de 15 p. 100 les crédits accordés aux logements sociaux en 1990.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement conservateur sabre les programmes de logement. Il fait fi du fait que 1,3 million de familles canadiennes sont mal logées. Les conservateurs ont opté pour l'élimination des programmes en espérant que la crise du logement se résorberait. Il est impossible de faire disparaître 1,3 million de familles.

Au moins 50 p. 100 des familles monoparentales du Canada vivent dans des logements de qualité inacceptable. Au moins 40 p. 100 de toutes les personnes âgées du Canada vivent leurs dernières années dans des conditions sordides.

Il y a 1,3 million de ménages locataires qui doivent consacrer plus de 30 p. 100 de leur revenu à leur logement. Peut-être plus ahurissant encore, plus de 600 000 familles au Canada doivent consacrer au moins 50 p. 100 de leur revenu à leur logement.

• (1610)

Le ministre des Finances a admis dans son exposé budgétaire que le coût du logement augmentait d'environ 10 p. 100 par année. Dans certaines régions, Toronto par exemple, le prix d'une maison a doublé en seulement quatre ans. Le coût des loyers a suivi la tendance et a augmenté à un rythme ahurissant.

Avec les augmentations du prix des maisons des dix dernières années, on a surtout construit des maisons luxueuses et des appartements en copropriété. Rien n'encourage les entrepreneurs à construire des logements abordables. En fait, tous les ordres de gouvernement posent des obstacles à la construction de logements abordables. Le nombre de maisons à prix abordable a diminué radicalement ces dernières années dans les centres urbains.

Des maisons de chambres ferment leurs portes. Les logements à prix abordable sont convertis et les vieux quartiers sont rénovés pour des acheteurs bien nantis. Les pauvres doivent déménager, mais pour aller où? Les promoteurs particuliers construisent en fonction des marchés les plus lucratifs, c'est-à-dire des classes moyenne et supérieure. Rien ne les incite à construire ce qui serait le plus utile, soit des logements à prix abordable. Le gouvernement doit travailler avec le secteur privé, et non contre lui, pour faire construire des logements à prix abordable. Les taux d'intérêt élevés, les taxes, les chineries administratives, les longues attentes et les règle-